Coup de force de l'armée en Guinée-Bissau

@rib News, 14/04/2012 â€“ Source ReutersLe prÃ©sident par intÃ©rim de GuinÃ©e-Bissau, Raimundo Pereira, et l'ancien Premier ministre Carlos Gomes Junior, favori pour devenir le prochain chef de l'Etat, Ã©taient vendredi entre les mains de militaires qui ont interrompu le processus Ã©lectoral Ã deux semaines du second tour de la prÃ©sidentielle. Les rÃ©sidences des deux hommes ont Ã©tÃ© prises d'assaut par l'armÃ©e jeudi soir."Ils vont bien", a dÃ©clarÃ© le lieutenant-colonel Daha Ban na Walna, porte-parole militaire, aprÃ¨s une rencontre au QG de l'armÃ©e entre des officiers et des reprÃ©sentants de partis politiques Ã Bissau, capitale de cette ancienne colonie portugaise d'Afrique de l'Ouest.
Un responsable politique ayant participÃ© Ã cette rencontre, Agnela Regalla, de l'Union pour le changement, a pour sa part rapportÃ©: "Les chefs militaires ont avancÃ© l'idÃ©e de nouvelles Ã©lections prÃ©sidentielle et lÃ©gislatives."Ce putsch, le deuxiÃ¨me en moins d'un mois dans la rÃ©gion aprÃ¨s celui au Mali le 22 mars, a Ã©tÃ© condamnÃ© par le Conseil de sÃ©curi des Nations unies, l'Union africaine, les Etats-Unis, l'Union europÃ©enne et le Portugal.Pour des diplomates, l'intervention de l'armÃ©e semble destinÃ©e Ã empÃªcher l'accession Ã la prÃ©sidence de Carlos Gomes Junior, candidat du PAIGC arrivÃ largement en tÃªte du premier tour le 18 mars.Le second tour du scrutin prÃ©sidentiel devait avoir lieu le 29 avril.Daha Bana na Walna a dÃ©clarÃ© que Carlos Gomes Junior et Raimundo Pereira, lui aussi membre du PAIGC, avaient Ã©tÃ© placÃ©s en dÃ©tention en raison du "malaise" de l'armÃ©e Ã l'Ã©gard du processus Ã©lectoral en cours.MÃ‰CONTENTEMENTCarlos Gomes Junior a provoquÃ© le mÃ©contentement d'une partie de l'armÃ©e en raison de sa politique de rÃ©forme et de rÃ©duction des effectifs plÃ©thoriques de l'institution militaire."Il est de notoriÃ©tÃ© publique que l'armÃ©e n'aime pas Carlos Gomes Junior, qui Ã©tait sur le point de remporter la prÃ©sidentielle. Seule alternative pour les militaires: le tuer ou s'assurer qu'il ne puisse pas Ãªtre Ã©lu", a dit Ã Reuters un diplomate en poste Ã Bissau.Le calme rÃ©gnait vendredi Ã Bissau, oÃ¹ les militaires contrÃ´laient les bÃ¢timents publics, le siÃ¨ge de la radiotÃ©lÃ©vision et les principales artÃ¨res de la capitale.Dans un communiquÃ© lu plus tÃ´t dans la journÃ©e Ã la radio RDP Africa, un "commandement militaire" dit avoir Ã©tÃ© contraint d'intervenir pour dÃ©jouer un "accord secret" entre Gomes Junior et l'Angola afin de "dÃ©truire les forces armÃ©es de GuinÃ©e-Bissau". Ce "commandement militaire" affirme toutefois ne pas Ãªtre intÃ©ressÃ© par le pouvoir.L'Angola, qui fournissait des conseillers Ã l'armÃ©e bissau-guinÃ©enne, a annoncÃ© il y a quelques jours la fin de cette coopÃ©ration.RÃ©unis jeudi soir Ã Abidjan pour discuter Ã l'origine du Mali, les ministres des Affaires Ã©trangÃ¨res de la CÃ©dÃ©ao (CommunautÃ© Ã©conomique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) ont condamnÃ© cette tentative de putsch Ã Bissau.Le ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res de GuinÃ©e-Bissau, Mamadu Djalo Pires, qui Ã©tait Ã Abidjan, a rÃ©clamÃ© une "rÃ©action Ã©nergique" de la part de la communautÃ© internationale face Ã ce "coup d'Etat".TRAFI DE DROGUELe Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations Unies a adoptÃ© vendredi Ã l'unanimitÃ© une dÃ©claration condamnant "fermement la prise du pouvoir par la force par certains Ã©lÃ©ments des forces armÃ©es". Le Conseil de sÃ©curitÃ© appelle "c Ã©lÃ©ments Ã garantir la sÃ©curitÃ© du prÃ©sident intÃ©rimaire Raimundo Pereira, du Premier ministre Carlos Gomes Junior tous les officiels dÃ©tenus, et demande leur libÃ©ration immÃ©diate".La GuinÃ©e-Bissau, devenue la tÃªte de pont africaine de cartels de la drogue sud-amÃ©ricains pour faire transiter leur marchandise Ã destination de l'Europe, Ã©tait censÃ©e Ã©lire le successeur du prÃ©sident Malam Bacai Sanha, dÃ©cÃ©dÃ© dans un hÃ´pital parisien en janvier des suites d'une longue maladie.Au second tour, Carlos Gomes Junior devait affronter l'ancien prÃ©sident Kumba Yala, mais ce dernier a appelÃ© au boycott du scrutin en affirmant que le premier tour avait Ã©tÃ© entachÃ© de fraudes.Quelques heures avant le dÃ©but des Ã©vÃ©nements Ã Bissau, Kumba Yala, qui dit avoir des liens Ã©troits avec les militaires appartenant majoritairement Ã l'ethnie Balanta, avait mis en garde contre les "consÃ©quences" de la tenue du second tour.Les hauts gradÃ©s de l'armÃ©e sont considÃ©rÃ©s par les Etats-Unis comme des trafiquants de drogue et, selon des diplomates, l'armÃ©e est au courant de chaque avion chargÃ© de cocaÃ¯ne qui atterrit sur le territoire.